



LE 8 AVRIL, EN GRÈVE POUR NOS SALAIRES !

Le 8 avril, les syndicats CGT, SUD, FO, CFTC, CFE-CGC appellent à la grève pour la revalorisation des salaires dans la santé. Le 15 mars dernier, nous étions des milliers déjà dans la rue pour les mêmes raisons.

Après des mois de mobilisation dans notre secteur, à grand coup de pub et en pleine crise sanitaire, le gouvernement a dû lâcher une revalorisation Ségur de 183 € nets pour certains établissements et salariés du secteur public hospitalier et du secteur privé à but non-lucratif et 160 € nets dans le secteur privé lucratif (payés par l'Etat).

Le compte n'y est pas.

LES OUBLIÉS DU SÉGUR

Plus d'un million de salariés sont exclus de ces augmentations : des salariés du secteur sanitaire et médico-social privé à but non-lucratif, du secteur « libéral » (prothésistes dentaires, cabinets dentaires, cabinets médicaux), du secteur social, les aides à domicile, les éducateurs, psychologues, etc., sans compter les salariés de la sous-traitance, comme les ASH, les salariés de la restauration, les ouvriers et techniciens travaillant pourtant dans la santé.

Pourquoi cette différence, 183 € nets pour les uns et 160 € nets pour les autres ? C'est au minimum 183 € nets pour tous les salariés du secteur sanitaire et social de toute la Fonction Publique et du Privé qu'il nous faut exiger tout de suite !

LES RAISONS DE LA COLÈRE

La crise sanitaire a révélé le scandale des salaires au rabais dans la santé et le secteur social, des postes occupés à 85 % par des femmes.

Après un an de crise Covid, rien n'a été fait pour améliorer les conditions de travail : au contraire, les lits continuent de fermer à l'hôpital, le sous-effectif permanent est aggravé par des démissions de salariés écœurés de ne pouvoir prodiguer des soins de qualité.

Et cerise sur le gâteau : le gouvernement, incapable de vacciner massivement la population, essaie de culpabiliser les soignants qui ont peur des effets encore inconnus des vaccins !

300 € POUR TOUTES ET TOUS ET CRÉATION DE POSTES !

Alors que des centaines de milliards sont attribués aux entreprises privées, que les groupes de santé privés marchands continuent à faire des profits, oui, il est légitime d'exiger un système de santé à la hauteur des besoins de toute la population et des salaires décents pour vivre.

EXIGEONS :

- **300 € D'AUGMENTATION POUR TOUS, À COMMENCER PAR 183 € NETS POUR TOUTES ET TOUS, ET TOUT DE SUITE**
- **LA CRÉATION DE 10 % DE POSTES POUR SIMPLEMENT FAIRE CORRECTEMENT LE TRAVAIL QUOTIDIEN D'AUJOURD'HUI ET METTRE FIN AUX GLISSEMENTS DE TÂCHES**
- **LE DÉBLOCAGE DE BUDGET POUR DES FORMATIONS DE QUALITÉ IMMÉDIATE, NOTAMMENT D'AIDES-SOIGNANTS ET D'INFIRMIÈRES**